

“L’important ce n’est pas la chute. C’est l’atterrissage” ?

« C’est l’histoire d’un homme qui tombe d’un immeuble de cinquante étages. Le mec au fur et à mesure de sa chute, il se répète sans cesse pour se rassurer : jusqu’ici tout va bien, jusqu’ici tout va bien, jusqu’ici tout va bien. Mais l’important ce n’est pas la chute. C’est l’atterrissage. »

Pendant ce temps-là, l’augmentation des suicides au travail est en train de gagner de plus en plus les services publiques :

- 21 tentatives de suicides et 19 suicides en 2025 pour la DGFIP ;
- 12 suicides à la SNCF en 2026.

Et le décompte morbide des morts au travail doit rappeler chacun.e à ses responsabilités à commencer par les représentant.es de l’administration.

De nouveau nous nous retrouvons autour d’un énième document fixant les bonnes pratiques en matière de SSCT, en l’occurrence aujourd’hui les Orientations Stratégiques Ministérielles dans la prévention des RPS.

De nouveau nous allons donc faire un état des lieux exhaustif qui montre le ravin qui existe entre les visées réglementaires d’un côté et de l’autre côté la réalité des services et ce que vivent vraiment les collègues.

Nous l’avons déjà dit et répété à de multiples reprises mais comme ça ne fait qu’empirer nous continuerons encore et encore s’il le faut. Les alertes et sollicitations des collègues en services et établissements Jeunesse et Sports, en matière de dégradation des conditions de travail sont en augmentation exponentielle, particulièrement depuis 5 ans!

Donc vous pourrez toujours faire et multiplier les documents d’orientation, les guides, les vademecums, les inspections et rapports torchons, ... autant que vous voudrez MAIS tant que les moyens nécessaires ne seront pas mis en face pour s’assurer de l’application réelles des règles et des pratiques par les autorités locales, ce travail ne sera qu’un élément d’apparat parmi les autres.

De jours en jours, nos inquiétudes se confirment et se multiplient à tout point de vue :

- Les missions spécifiques Jeunesse et Sports sont mises à mal, dénigrées, ou tout simplement mises au placard. Dans les services aujourd'hui on peut entendre des phrases du type "tout ce qui est actions éducatives ou de développement aujourd'hui est secondaire" (dixit un chef de service). L'objectif est donc bien affirmé. Notre arrivée à l'Education Nationale ne devait-elle pas permettre de "sauver nos missions pédagogiques" ? De toute évidence non, c'était prévisible, aujourd'hui c'est confirmé.
- La maltraitance de l'institution Education Nationale n'est plus à prouver non plus, tant elle se démontre à tous les niveaux, des pratiques toxiques quasi-structurelles, aux cadres de travail piétinés, en passant par des décisions ou méthodes tout bonnement méprisantes voire illégales.
- Aussi, l'invisibilisation de notre champ se confirme quotidiennement et est grandement facilitée par le refus depuis 5 ans et ce malgré nos multiples demandes, d'avoir des instances locales Jeunesse et Sports spécifiques. Donc aucun moyen de porter localement des sujets Jeunesse et Sports sans être fondu dans une masse où seront traités prioritairement d'autres sujets et si par malentendu nos sujets sont abordés, ils le seront par des personnes qui souvent ne connaissent pas notre secteur.

Pour illustrer ces aberrations, on peut évoquer deux situations révélatrices de ces pratiques (les plus actuelles mais pas les seules malheureusement) :

- Encore et toujours le non-respect du cadre réglementaire de travail des personnels IATSS Jeunesse et Sports dans les services, et notamment dans les Pays de la Loire ou en Gironde, où les collègues ont été poussés à déposer au TA tout simplement pour faire respecter leurs droits. Cette situation est possible car permise par le fonctionnement même de l'EN, qui laisse faire et tolère des positionnements et des décisions locales illégales en toute impunité, et prenant ainsi un risque juridique inacceptable.
- Egalement nous ne pouvons pas aborder la très actuelle situation des Hauts-de-France (HdF). En effet, jusqu'à ce matin, le Rectorat de Lille et le DRAJES HdF avaient pris la décision, évidemment sans concertation, sans anticipation et de manière totalement unilatérale de procéder à une sorte de restructuration. Cette procédure aurait été illégale notamment pour certain.es collègues en CDI. Il a fallu une bataille éclair mais acharnée de notre organisation syndicale avec la CGT locale et le SEJS, il aura fallu mettre l'autorité locale face à des évidences tant en termes de non-respect du cadre réglementaire que de l'ultra-violence de la méthode vis à vis des collègues concerné.es, pour que cette procédure de "repositionnement" passe simplement par une voie légale de validation ou non (on le rappelle, les collègues se sont vu.es informé.es du jour au lendemain, sans concertation donc, de changement dans leur poste, avec parfois changement de résidence administrative dès le 1er septembre!).

Nous sommes donc dans un fonctionnement d'escrocs, qui cherchent régulièrement à contourner la loi, et dans lequel on nous oblige à batailler uniquement pour que le cadre légal soit respecté.

Dans ce contexte, et pour revenir au sujet qui nous réunit, une seule question nous vient aujourd'hui : comment accorder une once de crédibilité à ces orientations et à la volonté réelle de les rendre opérationnelles ?

Pour lever toute ambiguïté, cette question est rhétorique.

Plus que jamais nous exigeons le départ de Jeunesse et Sports de la mortifère EN, pour reprendre le contrôle sur nos missions, nos conditions de travail et ne plus se soumettre à un système abject, méprisant et maltraitant.

Solidaires JS appelle à :

- Créer un ministère de la Jeunesse, de l'Education Populaire et des Sports (JEPS) de plein exercice, libéré du ministère de l'Education Nationale, avec une gestion propre des Ressources Humaines ;
- Développer une vision ambitieuse des politiques publiques JEPS pour soutenir et accompagner les usager.es dans leurs réalisations ;
- Augmenter le budget du service public JEPS d'un milliard pour atteindre 3 milliards d'euros par an, afin d'agir partout sur le territoire, en soutenant de manière accrue le secteur associatif et coopératif ;
- Se donner les moyens de nos ambitions en s'appuyant notamment sur plus de 10 000 fonctionnaires : Professeur.es de Sport, Conseiller.es d'Education Populaire et de Jeunesse, Inspecteur.rices Jeunesse et Sports, Personnel.les Administratifs.ives, pour mettre en œuvre la politique JEPS.



Pour toutes questions, remarques, idées de génie, contactez-nous : solidairesjs@net-c.com